



Budget austéritaire, casse du Statut, jours de carence, contre-réformes... Le gouvernement veut passer en force ! Nous ne laisserons pas faire !

Montreuil, le 1^{er} novembre 2024

Le gouvernement veut dérouler sa politique austéritaire et maintenir les dizaines de milliards d'euros de cadeaux fiscaux et d'exonérations de cotisations sociales au patronat. En difficulté pour faire passer son budget de 60 milliards d'euros de coupes, il brandit la menace d'un 49-3. La ministre Genetet confirme quant à elle les suppressions de 4000 postes d'enseignants à la rentrée 2025. Elle veut poursuivre et aggraver les contre-réformes, notamment le « Choc des savoirs ». Toutes ces mesures suscitent déjà la colère des personnels.

Mais ce n'est pas tout !

Il faudrait réaliser ces économies sur le dos des salariés et des services publics, en allongeant de 1 à 3 jours le délai de carence pour les fonctionnaires et en réduisant de 100 à 90% le traitement indiciaire perçu pendant des arrêts de maladie ordinaire. Ajoutons à cela une possible deuxième « journée de solidarité » c'est-à-dire une nouvelle journée de travail gratuit ainsi que de nouvelles attaques contre le Statut des Fonctionnaires. En effet, le ministre de la Fonction publique a annoncé que les mesures de l'ex-ministre Guerini ne devaient pas « être mises à la poubelle ». Il se déclare favorable à la rémunération au mérite, à la suppression des catégories A B et C, et au licenciement des fonctionnaires pour insuffisance professionnelle...

Ça suffit ! La coupe est pleine !

Assez de la paupérisation des agents publics alors qu'ils subissent le gel du point d'indice et la perte de pouvoir d'achat depuis des années ! Assez de stigmatisation alors que les personnels subissent la dégradation des conditions de travail avec les classes surchargées, l'école inclusive systématique et forcée, le recul de l'âge de départ à la retraite avec la réforme Macron-Borne !

Suite à l'alerte sociale déposée par l'intersyndicale, la question de la grève est posée

Les fédérations de l'Education nationale ont exigé en commun face à la ministre Genetet :

- Abrogation de la réforme des retraites
- Annulation des 4000 suppressions de postes et création des postes nécessaires
- Abandon du « Choc des savoirs » et du Pacte
- Revalorisation des salaires sans contrepartie
- Un statut pour les AESH...

La déclaration intersyndicale se concluait par : « *En l'absence de réponse, notamment à notre alerte sociale unitaire déposée le 13 octobre et au préavis de grève qui y est associé, nous organiserons rapidement avec les personnels les mobilisations nécessaires.* »

La ministre et le gouvernement ont répondu par le mépris et les provocations. Ils ne nous laissent pas d'autre choix que de préparer au plus vite le rapport de force pour les contraindre à nous donner satisfaction. La FNEC FP-FO s'est adressée aux autres fédérations pour leur proposer d'organiser ensemble la mobilisation nécessaire. Elle appelle les personnels à se réunir dès la rentrée pour discuter des revendications et décider des moyens de les faire aboutir, à participer aux réunions syndicales pour préparer la grève pour gagner ! Un préavis de grève de la FNEC FP-FO couvre les collègues sur toute la période.